

*Questions orales*L'ENGAGEMENT DU DÉPARTEMENT D'ÉTAT CHARGÉ DES  
RELATIONS FÉDÉRALES-PROVINCIALES

**M. Bruce Halliday (Oxford):** Monsieur l'Orateur, ma question supplémentaire s'adresse au ministre d'État chargé des Relations fédérales-provinciales.

En ce qui concerne le malheureux programme Loto Select mis sur pied le printemps dernier par le gouvernement, le ministre peut-il dire si son prédécesseur ou ses propres fonctionnaires étaient d'accord pour que le ministre d'État et le gouvernement aillent de l'avant pour leur propre gloire sans consulter les provinces avant de négocier un contrat avec General Instruments Corporation, vu que l'ancien ministre de l'Industrie et du Commerce, qui est maintenant secrétaire d'État aux Affaires extérieures, avait déclaré au comité en 1976 que: «nous pourrions décider soit d'aller de l'avant soit de nous retirer complètement du programme si les gouvernements provinciaux et le gouvernement fédéral se mettent d'accord»?

**L'hon. John M. Reid (ministre d'État chargé des Relations fédérales-provinciales):** Monsieur l'Orateur . . .

**Des voix:** Bravo!

**M. Reid:** Je tiens à remercier les députés de cette preuve de confiance. Je signale au député que je ne connais pas la réponse à sa question, mais que je me renseignerai.

**Des voix:** Oh, oh!

\* \* \*

## LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

## LA SÉCURITÉ DES CANADIENS EN IRAN

**M. Ralph E. Goodale (Assiniboia):** Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au premier ministre. Des démarches ont été faites auprès de moi, et d'autres députés sans aucun doute, à l'égard des citoyens canadiens actuellement en Iran, et le secrétaire d'État aux Affaires extérieures envisage divers moyens, semble-t-il, de venir en aide à nos ressortissants qui pourraient souffrir des tragiques événements qui secouent actuellement l'Iran. Le premier ministre pourrait-il nous donner une idée de la nature des plans d'urgence élaborés pour assurer la sécurité des Canadiens là-bas et nous dire notamment, comment leurs parents et amis au Canada peuvent se renseigner sur leurs déplacements et sur leur situation?

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Monsieur l'Orateur, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures m'a dit qu'il était à mettre au point des plans d'urgence, mais que pour l'instant, il n'y a pas lieu de s'inquiéter. L'ambassade reste en communication avec les quelque 1,200 Canadiens qui se trouvent en Iran dont le tiers à Téhéran. Les autres sont en poste près de la mer Caspienne ou encore dans le sud, régions encore épargnées, et comme notre ambassade est au courant de leurs déplacements, nous sommes convaincus que le gouvernement pourra passer à l'action le cas échéant. Pour l'instant, il n'y a pas lieu de s'inquiéter.

[M. Horner.]

## LES FINANCES

DEMANDE DE RÉEXAMEN DE LA POLITIQUE DES COMPRESSIONS  
BUDGÉTAIRES—L'AGGRAVATION DE LA SITUATION DU  
CHÔMAGE

**M. Max Saltsman (Waterloo-Cambridge):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre des Finances. Elle découle de la détérioration des données sur le chômage qui ont été publiées aujourd'hui.

Puisque le ministre ne semble pas avoir de solutions concrètes à proposer pour réduire le chômage et comme le taux de chômage de la région Ottawa-Hull s'est aggravé de près de 30 p. 100 en l'espace d'un mois à cause des réductions décidées par le gouvernement, ce dernier serait-il prêt à reconsidérer sa politique, voire même à annuler ces réductions, de manière à éviter que le taux de chômage n'atteigne les 10 p. 100 au cours de l'hiver.

[Français]

**L'hon. Jean Chrétien (ministre des Finances):** Monsieur le président, nous avons annoncé dans la politique budgétaire, le mois dernier, que nous espérons que l'économie serait reprise par un accroissement des investissements au Canada, et nous croyons que c'est la bonne politique à suivre à ce moment-ci. Je crois qu'ayant amélioré considérablement notre position concurrentielle dans les marchés mondiaux, notre économie devrait s'améliorer au cours des prochains mois. Quant à la réduction des dépenses du gouvernement, c'est là une politique que nous avons annoncée au mois d'août dernier. Nous avons cru qu'il était essentiel de réduire le déficit du gouvernement et, en ce faisant, nous avons essayé de minimiser autant que faire se peut les coupures dans le personnel. Peut-être que cela est trop pour l'honorable député, mais c'est tout de même quatre fois moins que ce que le parti progressiste conservateur propose à ce moment-ci.

[Traduction]

**M. Saltsman:** Monsieur l'Orateur, quelles qu'aient été les intentions du gouvernement, il saute aux yeux que ses politiques ne donnent pas les résultats escomptés, que le chômage s'aggrave et ne semble pas devoir se résorber. Simplement pour mieux informer le ministre, selon les statistiques assez renversantes publiées aujourd'hui sur la population active, le secteur des services aurait perdu 22,000 emplois en novembre.

● (1442)

Comme il est hors de doute que cela résulte de la réduction des dépenses des consommateurs, le gouvernement va-t-il au moins reconsidérer sa décision de soustraire de l'économie 250 millions de dollars en pouvoir d'achat au cours des quatre premiers mois de 1979 à la suite de la réduction des allocations familiales qui passeront de \$28 à \$20? Le gouvernement va-t-il au moins retarder cette mesure afin de maintenir à un haut niveau le pouvoir d'achat des familles?

**M. Chrétien:** Monsieur l'Orateur, le Parlement a été invité hier soir à se prononcer sur cette proposition. Presque tous les députés de la Chambre ont voté en faveur du bill. Un amendement a été présenté par le Nouveau parti démocratique et trois députés ont voté pour.